

par rapport à 2012, les rythmes scolaires (26%, +3 points) et l'usage des nouvelles technologies (21%, +5 points) tendent à s'affirmer comme des attentes plus fortes au sein de l'opinion. Plus précisément, en terme de mesures à mettre en place pour faire évoluer l'école maternelle et élémentaire, une majorité pointe la nécessité de **baissier le nombre d'élèves par classe** (55%) et près d'un Français sur deux (49%) estime qu'il faut assurer **un suivi individualisé des élèves en difficulté**. Ces deux dimensions tendent toutefois à reculer au profit d'autres attentes concernant les enseignants : davantage de travail en équipe est attendu (26%, +3 points) ainsi qu'un nombre de maîtres supérieur à celui de classes (23%, +5 points).

- **77% des Français indiquent avoir déjà entendu parler de la réforme des rythmes scolaires, dont 48% qui déclarent percevoir clairement ce dont il s'agit**, des proportions en nette augmentation par rapport à l'année dernière (+17 et + 22 points). Parallèlement, cette meilleure connaissance de la réforme s'accompagne d'une forte dégradation des jugements à son égard, divisant plus nettement que par le passé les Français : **49% estimant qu'il s'agit d'une bonne chose** (-18 points, jusqu'à -20 points auprès des parents) **quand 47% affirment le contraire** (+18 points).
- Les Français qui déclarent penser que la réforme est une bonne chose mettent avant tout en avant des arguments centrés sur les bénéfices d'**un rythme de travail mieux réparti sur la semaine** pour les enfants et sur les **avantages de pratiquer plus d'activités périscolaires** alors que les Français qui considèrent la réforme comme une mauvaise chose avancent l'idée que cette nouvelle organisation va **compliquer la vie des parents, pénaliser les activités extrascolaires et créer des inégalités alors qu'elle ne va pas nécessairement alléger la journée des enfants ni régler les problèmes principaux de l'école**.
- 34% des Français estiment que leur commune ne dispose pas de suffisamment d'infrastructures pour organiser les activités périscolaires prévues dans la réforme et 47% qu'elle ne dispose pas suffisamment de personnels qualifiés. **Au total, seul un tiers de la population considère que sa commune a les moyens à la fois en termes d'infrastructures et de personnels de prendre en charge ces activités**. Si ces proportions restent non négligeables, elles sont toutefois moins importantes qu'en février, attestant d'un sentiment d'inquiétude moindre que par le passé sur ces aspects.
- **62% des Français déclarent que les activités périscolaires devraient être gratuites**, 28% que leur tarif devrait dépendre du revenu des parents et 9% que leur tarif devrait être le même pour tout le monde. Ils se montrent plus partagés sur le caractère obligatoire de ces activités, 51% étant pour et 47% contre. Toutefois si la gratuité des animations proposées apparaît donc comme assez importante pour les enquêtés, **seuls 36% déclarent qu'ils**

accepteraient de payer davantage d'impôts locaux pour les financer dans leur commune (en hausse de 13 points).

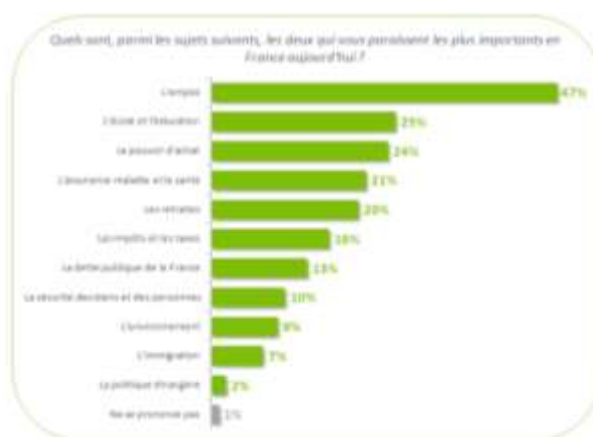
- La majorité des parents d'élèves scolarisés en primaire (57%) indiquent qu'ils inscrieraient leurs enfants aux activités périscolaires si elles étaient payantes et 94% si elles étaient gratuites. Ils affirment pourtant que le critère de prix influencerait un peu moins leur choix que le type d'activité, le type d'encadrement et la souplesse d'organisation proposés.
- Enfin, plus de deux-tiers des Français estiment que la prime de rentrée aux enseignants du primaire décidée par le Ministère de l'Éducation Nationale est une bonne chose.

Dans le détail :

L'éducation et l'école restent l'un des deux sujets les plus importants aujourd'hui en France pour un quart des Français même si l'écart se creuse avec l'emploi, priorité pour près d'un Français sur deux

Interrogés sur les sujets qui leur semblent les plus importants aujourd'hui en France, un quart des Français cite « l'école et l'éducation » (25%), après « l'emploi », sujet mobilisé par 47% d'entre eux. Il s'agit donc à leurs yeux d'une préoccupation importante, devant des sujets aussi fréquemment évoqués publiquement que le pouvoir d'achat, les retraites, les impôts ou encore la sécurité. Notons que, par rapport à l'enquête de l'année passée¹, les Français citent moins l'éducation et l'école (-8 points) alors qu'ils accordent davantage d'importance à l'emploi (+2 points), une tendance déjà observée en 2012 par rapport à 2011, probablement du fait de l'évolution des indicateurs économiques sur ces périodes.

24% des Français accordent ensuite de l'importance au « pouvoir d'achat » (stable par rapport à 2012) et 21% à « l'assurance maladie et à la santé » (-2 points), quand « les retraites » (20%) ainsi que « les impôts et les taxes » (16%) remontent dans le classement des préoccupations (respectivement +4 et +7 points) alors que « la dette publique de la



¹ Août 2012, Sondage Harris Interactive réalisé pour le SNUipp, par téléphone du 1er au 4 août 2012. Échantillon national représentatif de 1005 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas.

France » perd 4 points (13%). D'autres sujets émergent de manière nettement secondaire : « la sécurité des biens et des personnes » (10%, +1 point), « l'environnement » (9%, -1 point), « l'immigration » (7%, -2 points) et « la politique étrangère » (2%, -1 point).

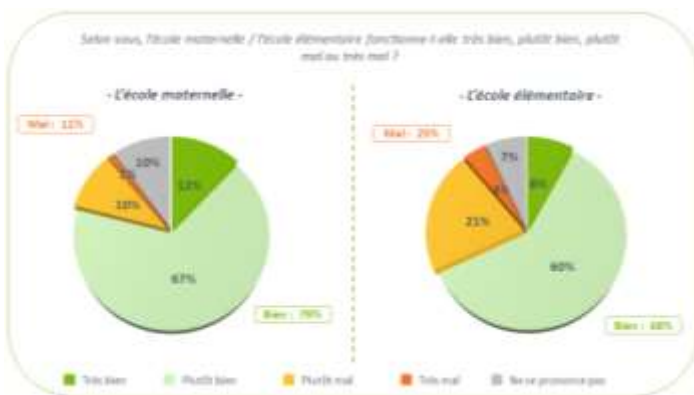
L'école et l'éducation retiennent particulièrement l'attention des femmes, 28% d'entre elles les plaçant en tête des sujets qui leurs paraissent les plus importants en France aujourd'hui, tout comme les Français âgés de 25 à 34 ans (33%). Notons que ce sujet revêt également une plus grande importance pour les cadres (40%), les plus diplômés (35%), les Franciliens (31%) et les sympathisants de Gauche (39%). La situation familiale impacte également l'importance accordée à l'école et à l'éducation puisque 27% des interviewés ayant des enfants placent l'école et l'éducation au rang des sujets les plus importants en France aujourd'hui, contre 24% en moyenne. Cette proportion atteint 33% parmi ceux vivants seuls avec des enfant(s) ou ayant des enfants scolarisés en école élémentaire (35%) et *a fortiori* en maternelle (43%). Par rapport à 2012, on note néanmoins une baisse des niveaux d'importance accordée à ce sujet au sein de ces catégories de population. Ainsi, l'année dernière une majorité des personnes vivant seules avec un ou plusieurs enfants et des personnes ayant des enfants en école primaire citait l'école et l'éducation parmi les deux priorités les plus importantes alors qu'elles ne sont plus qu'un tiers à faire de même cette année.

A l'inverse, soulignons que comme l'année dernière, les Français âgés de 50 ans accordent une intensité moindre à l'égard de l'école et l'éducation comme étant un des sujets les plus importants aujourd'hui en France (19%), au profit de sujets plus proches de leurs préoccupations, telles que l'assurance maladie et la santé (27% contre 21% en moyenne) ou les retraites (27% contre 20%). L'importance accordée à l'école et à l'éducation est également moindre parmi les ouvriers (17%), les personnes vivant sans enfant (22%) ainsi que pour les sympathisants de Droite (21%).

Les Français portent un regard majoritairement positif sur le fonctionnement de l'école primaire aujourd'hui, même si à leurs yeux l'école maternelle semble mieux fonctionner que l'école élémentaire

Près de huit Français sur dix estiment que l'école maternelle fonctionne bien (79%), dont 12% « très bien ». Cela correspond à une légère baisse (-2 points) par rapport à 2012 sans que la part des Français qui considèrent qu'elle

fonctionne mal augmente (11%, -1 point). Le regard porté par les Français à l'égard du fonctionnement de l'école élémentaire est plus nuancé, même si une majorité d'entre eux le juge bon (68%) et même un peu meilleur que par le passé (+4 points). 25% le jugent au contraire mauvais, soit 3 points de moins qu'en août 2012.

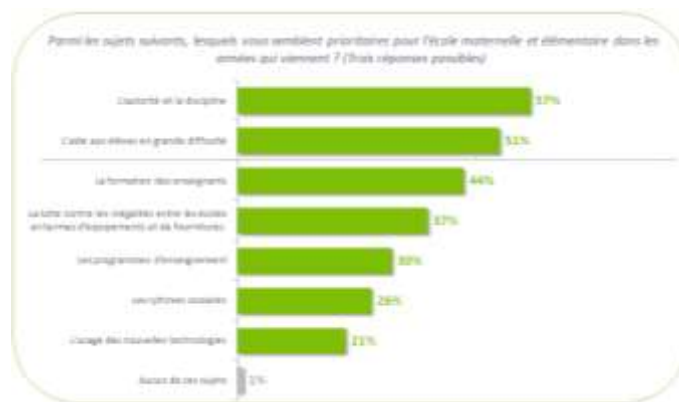


Dans le détail, l'école maternelle et l'école élémentaire sont plus souvent perçues comme fonctionnant bien par les **jeunes**, les personnes ayant entre **35 et 49 ans**, les personnes vivant **en couple avec des enfants** et a fortiori les **parents d'élèves en primaire ou au collège** ainsi que les **sympathisants du Parti Socialiste**. Au contraire, les personnes âgées et les Français n'ayant pas d'enfants adoptent un jugement plus négatif sur le fonctionnement de l'école primaire. **Les personnes les plus directement en contact avec l'école primaire se montrent plus positives que la moyenne sur son fonctionnement.**

Concernant l'école maternelle, les femmes (82%), les parents d'enfants scolarisés en ZEP (95%*)², les sympathisants UMP (84%) et EELV (93%) émettent des jugements supérieurs à la moyenne. A l'inverse, les hommes (77%), les moins diplômés (76%) et les plus modestes (74%) se montrent plus critiques. S'agissant de l'école élémentaire, les ouvriers (78%), les personnes habitant dans le Nord-Ouest de la France (75%) et les habitants des communes de 2 000 à moins de 20 000 habitants (79%) sont plus satisfaits que la moyenne quand les plus diplômés (64%) et les Franciliens (62%) le sont moins.

Les priorités pour l'école primaire : l'autorité, la discipline et l'aide aux élèves en difficulté dans des classes comptant moins d'élèves qu'actuellement

Comme l'année dernière, **l'autorité et la discipline ainsi que l'aide aux élèves en grande difficulté sont cités par une majorité de Français (57% et 51%)** parmi les sujets qu'ils jugent prioritaires pour l'école maternelle et élémentaire dans les années à venir. La **formation des enseignants**, constitue ensuite une priorité pour 44% des Français, une proportion non négligeable alors qu'elle a connu ces dernières années différents aménagements peut être peu lisibles pour le grand public. Un peu plus d'un tiers des Français voient également en **la lutte contre les inégalités entre les écoles en termes d'équipements et de fournitures** une priorité (37%) quand 30% soulignent l'importance des **programmes d'enseignement**. **Les rythmes scolaires, n'arrivent qu'en fin de liste, puisqu'ils sont placés au rang des priorités de l'école primaire par 26% des Français**, soit +3 points de plus qu'en 2012 mais jusqu'à 43% au sein des parents d'enfants scolarisés en maternelle. Enfin, **l'usage des nouvelles technologies**, bien qu'en fin de classement prend de l'importance par rapport à l'année dernière (+5 points) puisqu'il est jugé prioritaire pour l'avenir de l'école primaire par 21% des Français.



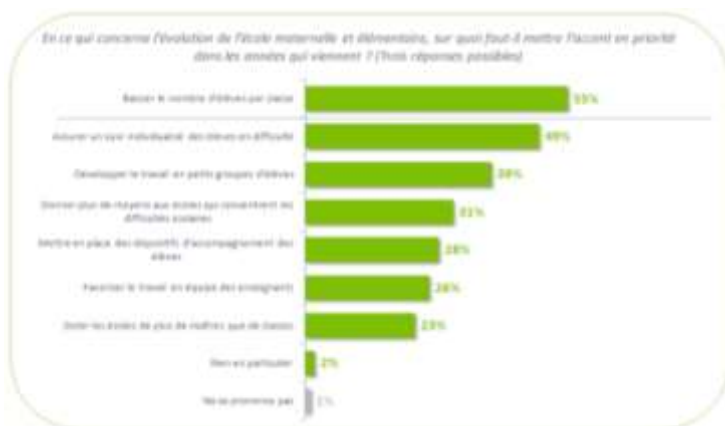
Dans le détail, les Français âgés de 65 ans et plus orientent leur priorité plutôt vers l'autorité et la discipline (68%) ainsi que la formation des enseignants (51%) alors que les plus jeunes évoquent davantage l'aide aux élèves en difficulté (57%),

² Les chiffres suivis d'un astérisque sont à interpréter avec prudence du fait de la faiblesse des effectifs.

première priorité dans cette catégorie d'âge) et l'usage des nouvelles technologies (29%). En termes de catégories socioprofessionnelles, on constate par ailleurs que les milieux les plus aisés citent plus les programmes d'enseignement comme priorité (41%) alors que les moins privilégiés optent plus souvent que la moyenne pour l'aide aux élèves en difficulté (57%). Comme l'année dernière, on observe ensuite des différences en fonction de la préférence partisane déclarée puisque les sympathisants de Droite insistent sur l'autorité et la discipline (68%) et les programmes d'enseignement (40%) tandis que les sympathisants de Gauche accordent une plus grande priorité à l'aide aux élèves en difficulté (57%), à la formation des enseignants (52%) et à la lutte contre les inégalités entre les écoles en termes d'équipements et de fournitures (49%). **Les rythmes scolaires sont pour leur part plus souvent mis en avant comme un sujet prioritaire par les femmes (30%), les personnes vivant seules avec des enfants (34%), les parents d'élèves en maternelle (43%) et élémentaire (35%) et les personnes indiquant que leur commune va mettre en place la réforme dès 2013 (34%).**

Plus précisément, en termes de mesures à mettre en place pour faire évoluer l'école maternelle et élémentaire, une **majorité de Français pointe la nécessité de baisser le nombre d'élèves par classe, 55% jugeant qu'il faut mettre l'accent**

en priorité sur ce point dans les années qui viennent. L'aide aux élèves en grande difficulté qui apparaissait déjà dans la question précédente comme un sujet prioritaire en école primaire pour un Français sur deux est à nouveau plébiscitée dans les mesures à prendre selon les Français puisque **49% d'entre eux estiment qu'il est nécessaire de mettre l'accent, dans les années à venir, sur le suivi individualisé des élèves en difficulté.** Près de quatre Français sur dix souhaitent ensuite voir développer prioritairement dans les prochaines années **le travail en petits groupes d'élèves (39%)** et 31%



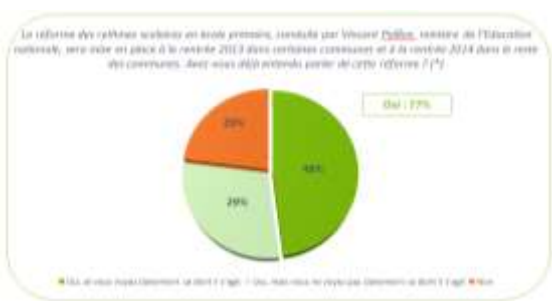
que **plus de moyens soient donnés aux écoles qui concentrent les difficultés scolaires.** Les Français évoquent donc en priorité des mesures orientées vers les élèves et la prise en compte de leurs différences à travers un enseignement plus individualisé. Ils sont d'ailleurs 28% à estimer qu'il faut également **mettre l'accent sur des dispositifs d'accompagnement des élèves.**

Les Français accordent ensuite une priorité moindre aux mesures touchant plus directement les enseignants. Ainsi, il faut en priorité **favoriser le travail en équipe des enseignants pour 26%** des Français et **doter les écoles de plus de maîtres que de classes pour 23%** d'entre eux. Ces deux dimensions sont néanmoins en progression par rapport à l'année dernière avec des gains respectifs de 3 et 5 points alors que les mesures évoquées en tête de classement tendent au contraire à reculer sensiblement (-5 points pour la baisse du nombre d'élèves et -3 points pour le suivi individualisé).

Notons que les Français âgés de 35 à 49 ans et de 50 à 64 ans estiment davantage qu'il faut baisser le nombre d'élèves par classe (65% et 62%) alors que les moins de 35 ans se concentrent davantage sur le suivi individualisé des élèves en difficulté (56%) et le développement du travail en petits groupes d'élèves (45%). De leur côté, les catégories populaires mettent particulièrement l'accent sur la baisse du nombre d'élèves par classe alors que les plus diplômés et les plus aisés évoquent plus souvent que la moyenne le développement du travail en petits groupes et du travail en équipe des enseignants. Les parents d'élèves de primaire citent par ailleurs plus la baisse du nombre d'élèves par classe et le principe de plus de maîtres que de classes. Enfin, on retrouve, dans les priorités données, des différences en fonction de la proximité partisane, les sympathisants de Gauche évoquant plus que les autres la baisse du nombre d'élèves par classe, le fait de donner plus de moyens aux écoles qui concentrent les difficultés scolaires et de doter les écoles de plus de maîtres que de classe quand les sympathisants de Droite optent plutôt pour le suivi individualisé et les dispositifs d'accompagnement des élèves.

La réforme des rythmes scolaires est mieux identifiée par les Français cette année mais elle les divise aussi davantage dans son principe et dans ses modalités de mise en place

Dans un contexte de rentrée où une partie des communes françaises va mettre en place la réforme des rythmes scolaires décidée par le Gouvernement et que les autres communes préparent cette mise en place pour 2014, **près de huit Français sur dix (77%) déclarent avoir déjà entendu parler de cette réforme, dont 48% qui perçoivent clairement ce dont il s'agit.**



Ces proportions sont en nette augmentation par rapport à la même période l'année dernière tant sur la part de Français qui a entendu parler de la réforme en général (+17 points) que sur ceux qui voient précisément ce dont il s'agit (+22 points). **Le pourcentage des Français qui déclarent ne pas avoir entendu parler passe parallèlement de 40% à 23%.** Les femmes, les Français âgés de 50 à 64 ans, les milieux les plus privilégiés, ceux ayant des enfants (66%), *a fortiori* s'ils sont scolarisés en école primaire et les

sympathisants de Gauche (66%) sont plus nombreux que la moyenne à déclarer avoir entendu parler de cette réforme et voient également plus que l'ensemble clairement ce dont il s'agit. Au contraire, un déficit de notoriété de cette réforme est à noter notamment parmi les plus jeunes, les catégories populaires, les personnes n'ayant pas d'enfants et les sympathisants FN.

Parallèlement, le jugement sur la mise en place de cette réforme s'est dégradé par rapport à 2012 puisqu'elle n'apparaît plus comme une bonne chose que pour une majorité relative de Français (49%, dont 9% une très bonne chose, soit des pertes de 18 et 8 points) alors qu'elle obtenait une appréciation positive de 67% d'entre eux l'été dernier. Ainsi, la population française semble aujourd'hui divisée sur ce



sujet avec 47% des enquêtés qui le qualifient de mauvaise chose dont 19% de très mauvaise chose.

Dans le détail, on note que les personnes plus directement concernées considèrent majoritairement que la mise en place de cette réforme est une mauvaise chose : 53% des femmes qui sont encore dans les foyers français le plus souvent celles qui s'occupent le plus des enfants, 53% des 35-49 ans soit la catégorie d'âge la plus susceptible d'avoir des enfants, 51% des parents, **59% des parents d'élèves en élémentaire et même 64% des parents d'élèves en maternelle**. Les catégories indiquant majoritairement avoir un regard positif sur cette réforme sont au contraire plus déconnectées de ses conséquences éventuelles puisqu'il s'agit des hommes, des 18-24 ans et des personnes sans enfant. Si **le calendrier de mise en place dans la commune (rentrée 2013 ou 2014) n'impacte pas ce jugement**, la proximité partisane entre bien en compte, les sympathisants de Gauche soutenant davantage cette réforme d'un Gouvernement proche de leurs convictions que les sympathisants de Droite qui indiquent majoritairement qu'il s'agit d'une mauvaise chose. On notera également que les parents d'enfants scolarisés en ZEP témoignent d'un regard nettement plus positif que la moyenne sur cette réforme des rythmes scolaires (61%). **Si cette réforme soulève donc des questions d'organisation au quotidien susceptibles d'alimenter les inquiétudes des parents, son appréciation dépend également d'autres dimensions comme l'orientation politique.**

Spontanément, les arguments avancés par les Français pour expliquer leur perception de la réforme des rythmes scolaires qu'ils la voient comme une bonne ou comme une mauvaise chose sont centrés sur les enfants

Interrogés à expliquer **spontanément** les raisons pour lesquelles ils pensent que cette réforme est une bonne chose, les Français qui émettent ce jugement insistent sur **le rythme des enfants**, jugeant que la réforme permettrait une plus grande **concentration** et **moins de fatigue** puisque les élèves auront moins d'heures en classe par jour et qu'ils alterneront davantage entre activités scolaires et périscolaires. Ces Français pointent en effet principalement deux points positifs de la réforme : la **réduction de la journée de classe** jugée actuellement trop longue et trop chargée et le **caractère bénéfique des activités périscolaires** qu'elle permettra d'organiser, les avantages de découvrir des sports et des pratiques artistiques pour le développement culturel et social de l'enfant.



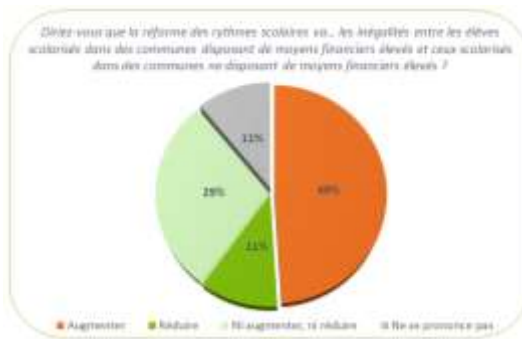
Les Français jugeant au contraire la mise en place de la réforme comme une mauvaise chose évoquent spontanément une variété plus importante d'arguments. Ils se montrent tout d'abord **peu convaincus des bienfaits réels du changement de rythme pour les enfants** car ils estiment que les parents ne pourront généralement pas



aller les chercher plus tôt à l'école, l'ajout d'une demi-journée n'étant donc plus compensé dans les faits par un raccourcissement de la journée le reste de la semaine. Or, cette réforme risque à leurs yeux de **compliquer significativement l'organisation de la semaine pour les parents** et de **pénaliser les activités extrascolaires**. Selon eux et en cohérence avec les priorités qu'ils mettaient en avant dans les questions précédentes, cela n'est en plus **pas le problème le plus urgent à régler** dans le fonctionnement actuel de l'école et la nouvelle organisation peut même potentiellement **créer de nouvelles inégalités** puisque l'organisation des activités périscolaires est laissée à la discrétion de chaque commune. Enfin, la mise en place de la réforme en elle-même est critiquée par ces Français qui la jugent **peu lisible**, notamment du fait de son calendrier en deux temps.

Si la moitié des Français qui voit la réforme des rythmes scolaires comme une bonne chose souligne donc les avantages en termes de rythme de vie et d'apprentissage pour les enfants, pour les Français qui la considèrent comme une mauvaise chose, il s'agit plutôt d'une initiative inefficace voire néfaste pour les enfants et les parents. On notera d'ailleurs que **les enseignants sont un peu les acteurs oubliés dans ces évocations spontanées** puisque les Français ne semblent pas se projeter dans ce que pourrait leur apporter ou leur retirer la réforme alors que les conséquences pour les enfants, les parents et les communes sont davantage exposées.

Sur la question des inégalités, **près d'un Français sur deux (49%) estime aujourd'hui que la réforme risque d'augmenter les différences entre les élèves qui vivent dans des communes disposant de moyens financiers élevés et ceux scolarisés dans des communes ayant moins de moyens**, soit 7 points de plus qu'en février 2013³. 11% considèrent au contraire que cette réforme va permettre de réduire ces différences, 29% qu'elle ne va pas changer la situation actuelle sur ce sujet et 11% ne se prononcent pas.



Dans le détail ce sont particulièrement les 35-49 ans, les catégories socioprofessionnelles les plus privilégiées, les personnes vivant dans des communes de 2 000 à moins de 20 000 habitants, les parents en général et *a fortiori* les parents d'enfants scolarisés en maternelle et les sympathisants UMP qui semblent craindre l'augmentation de ces inégalités entre communes.

³ Sondage Harris Interactive pour le SNUipp-FSU, réalisé en ligne, du 12 février en soirée au 14 février 2013. Echantillon national représentatif de 1617 personnes âgées de 18 ans et plus.

Les Français se montrent partagés sur la capacité de leur commune à mettre en œuvre la réforme en termes d'infrastructures et de personnel

Lorsqu'on leur demande si leur commune a selon eux suffisamment d'infrastructures pour accueillir les élèves de primaire dans le cadre des activités périscolaires qui seront mises en place avec la réforme lors de la pause déjeuner et/ou après 15h30, les Français se montrent relativement partagés puisque 55% indiquent penser que leur commune a suffisamment d'infrastructures pour 34% pas assez et 11% qui ne se prononcent pas. Sur la disponibilité de personnels qualifiés, le constat est même majoritairement négatif puisque seuls 38% estiment que leur commune en dispose suffisamment pour 47% pas suffisamment et 15% qui ne se prononcent pas. **Au total, seul un tiers de la population considère que sa commune dispose à la fois des infrastructures et du personnel nécessaire pour mettre en place ces activités périscolaires quand une proportion similaire indique au contraire que leur commune ne peut mobiliser ni l'un ni l'autre.** Toutefois, la part de Français estimant que leur commune dispose de ces moyens a augmenté depuis février 2013, peut-être du fait d'une communication des municipalités sur le sujet mais cette hausse ne semble pas suffire à les convaincre que les conditions pour une mise en place optimale de cette réforme sont réunies dans leur ville.

Plus précisément, les personnes les plus directement concernées sont les plus sceptiques à cet égard : ce sont les femmes, les 35-59 ans, les cadres, les personnes vivant dans des communes de moins de 2 000 habitants, les parents et d'autant plus les parents d'élèves scolarisés en maternelle ainsi que les sympathisants UMP et les personnes indiquant que leur commune va mettre en place la réforme dès 2013 qui estiment le plus souvent que leur commune n'aura pas les moyens nécessaires pour organiser ces activités périscolaires en termes d'infrastructures et de personnel qualifié.

Les Français estiment majoritairement que les activités périscolaires devraient être gratuites, ils ne se déclarent pourtant pas prêts à accepter des impôts locaux supplémentaires pour les financer dans leur commune

Si les Français se montrent partagés sur le caractère obligatoire ou facultatif des activités périscolaires introduites avec la réforme des rythmes (51% se déclarant en faveur de l'obligation et 47% contre) ils sont une majorité, 62%, à estimer qu'elles devraient être gratuites, 28% privilégiant plutôt un tarif dégressif en fonction du revenu des parents et 9% un tarif commun pour tous les foyers.

On constate que les catégories de population les plus favorables à ce que ces activités périscolaires soient obligatoires sont soit des personnes peu concernées par le



sujet comme les 65 ans et plus, **soit des personnes qui auraient vraisemblablement les moyens d'inscrire leurs enfants à ces activités** dans l'hypothèse où elles seraient payantes comme les cadres ou les personnes vivant dans des foyers gagnant plus de 3 500 euros nets par mois. **Le coût émerge donc comme une préoccupation majeure lorsqu'on demande aux Français de choisir entre différentes modalités d'organisation de ces activités périscolaires, en particulier dans les communes de moins de 2 000 habitants** où 67% considèrent qu'elles devraient être gratuites, jusqu'à 69% parmi les parents d'élèves en primaire et 71% en élémentaire.

Si un net consensus existe concernant la gratuité des activités périscolaires, la question de son financement divise largement, 62% des Français déclarant ne pas être prêts à payer davantage d'impôts locaux pour financer ces activités

dans leur commune quand 36% accepteraient cette solution. Près d'un Français sur deux (47%) déclarent même ne pas être du tout prêt à payer ces impôts en supplément et ce sont les catégories qui semblent pourtant les plus concernées qui refusent le plus souvent cette idée : les femmes (67% contre), les 35-49 ans (68%) et les parents (66%). On constate d'ailleurs que seuls les plus aisés et les sympathisants de Gauche se déclarent majoritairement en faveur de cette proposition.



Au-delà du caractère gratuit/payant des activités, d'autres exigences existent

57% des parents d'élèves scolarisés en primaire indiquent qu'ils inscriraient leur(s) enfant(s) aux activités périscolaires organisées sur la pause déjeuner et/ou à partir de 15h30 si elles étaient payantes et 94% si elles étaient gratuites (dont 21% et 62% « certainement »). 40% indiquent au contraire que leur(s) enfant(s) n'iraient pas à ces activités si elles étaient payantes, une proportion qui tombe à 5% seulement si elles étaient gratuites. Si le prix semble influencer la décision de faire participer ou non ses enfants à ces activités, le type d'activité (95%), le type d'encadrement (89%) et la souplesse d'organisation (85%) proposés seront également déterminants.

Les deux-tiers des Français estiment que la prime de rentrée aux enseignants du primaire est une bonne chose

Alors qu'ils semblent partagés sur le principe en lui-même et sur les modalités d'organisation de la réforme des rythmes scolaires et qu'ils mettent en avant des craintes sur son coût pour les parents d'élèves et les contribuables, **plus de deux-tiers des Français déclarent que la prime de 400 euros que le Ministère de l'Education Nationale a décidé de verser en septembre 2013 et en juin 2014 aux enseignants est une bonne chose**. 28% estiment au contraire que c'est une mauvaise chose. L'image des enseignants ne



